

ARRETE N°2023/706

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A
MONSIEUR DENIS ALLAMANDI,
RESPONSABLE DU SECTEUR CONTROLE**

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2021-321 issu de la loi économie circulaire imposant la dématérialisation de la traçabilité des déchets dangereux et/ou contenant des polluants organiques persistants,

Vu l'arrêté ministériel du 21/12/21 relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets d'amiante fixant les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme et rendant obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés ;

Considérant la mise en place d'un outil numérique gratuit, développé par le ministère de la transition économique pour la traçabilité des déchets dangereux ;

Considérant les obligations légales qui imposent la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets dangereux et d'amiante sous peine de sanctions depuis le 1^{er} janvier 2022,

ARRÊTE

Article 1 : Il est donné délégation de signature électronique, sous le contrôle et sous la responsabilité de la Présidente, à monsieur Denis Allamandi pour des bons de suivi d'évacuation des déchets sur la plateforme numérique Trackdéchets.

Article 2 : La présente délégation subsistera tant que la situation de l'agent n'aura pas été modifiée (changement de poste ou de collectivité).

Article 3 : En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse et dont une copie sera remise en main propre à l'intéressé avec accusé de réception, et affiché.

Reçu notification le
Signature :

Fait à Carpentras, le 2 juin 2023

La Présidente de la CoVe

Jacqueline Bouyac

qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte